

Bernard Calabuig, Secrétaire départemental du P.C.F. Val d'Oise, membre du C.E.N.

Résultats contrastés – Des éléments préoccupants

Les résultats des élections territoriales méritent une analyse approfondie, conduite en lien étroit avec nos réflexions de congrès. Le Parti communiste retrouvera vraisemblablement un important réseau d'élus et nous ne pouvons que nous en féliciter, mais faut-il en déduire pour autant que son résultat soit bon? Nos résultats sont contrastés et mettent en lumière des éléments préoccupants. Quels sont les points les plus marquants de cette double élection ? Je me risque, quelques jours seulement après le scrutin, à livrer quelques réflexions, qui, je n'en doute pas, mériteront d'être affinées.

La droite clairement sanctionnée par l'abstention.

Une partie de notre peuple a exprimé sa volonté de sanctionner la politique de N. Sarkozy : promesses non tenues, absence de réponses aux questions cruciales auxquelles est quotidiennement confrontée la grande majorité de nos concitoyens. Chacun a pu se rendre compte de l'omniprésence de la question sociale dans toute la campagne pour que cette affirmation ne fasse aucun doute. Mais cette sanction de la politique de la droite se réalise dans des conditions particulières, elle ne se concrétise pas uniquement par le vote, elle se manifeste aussi et surtout par l'abstention. C'est un phénomène contraire à celui de l'élection régionale et cantonale de 2004 où les Français avaient exprimé leur opposition à la politique Chirac/Raffarin en votant massivement à gauche, le taux de participation était alors l'un des plus élevés dans des élections intermédiaires. Aujourd'hui, le reflux de la droite permet la victoire de la gauche. Alors que l'élection présidentielle a connu la participation la plus importante depuis le début de la 5ème République, les deux tours de scrutin dévoilent le retour d'une abstention record, qui ne touche pas que les quartiers les plus populaires, la plus forte abstention pour une élection municipale depuis 1959. Dans ces conditions, l'expression « poussée de la gauche » ne traduit pas vraiment cette réalité.

L'installation du bipartisme.

Incontestablement le Parti socialiste est le principal bénéficiaire de l'échec de la droite. Le MoDem ne réussit pas à s'imposer, sa stratégie d'alliances a été mal perçue par 60% des Français qui l'ont jugée « opportuniste » (sondage Ipsos/Del). Le Front national sort du scrutin affaibli, le recyclage de son électorat par la droite classique se poursuit. Plus qu'une bipolarisation Gauche /Droite, les élections territoriales marquent une installation du bipartisme PS/UMP. Si l'on prend les élections cantonales, la droite perd plus de 200 conseillers généraux au bénéfice, à plus de 80%, du Parti socialiste. Alors que sur une longue période Droite et PS se partageaient ensemble environ 40% des conseillers généraux, cette fois, à eux deux, ils totalisent autour de 60% des sièges.

Un contexte inédit, d'éclatement des repères traditionnels.

Bien souvent c'est la confusion qui prime, avec des configurations locales à géométrie variable, des personnalités de gauche dans des listes de droite et des gens de droite dans des listes de gauche. Nombreuses ont été les tentatives pour remettre en cause l'engagement partisan (au sens représentant de parti) porteur de repères idéologiques au profit de concepts droitiers de « gouvernance » ou « d'union des compétences » qui sous-tendent des gestions assumées entre « spécialistes », dans les « clous » imposés par le système. Autant de conceptions en opposition avec l'engagement politique et citoyen.

A gauche les alliances sont circonstancielles, là des listes de coalitions, englobant la gauche traditionnelle et parfois le MoDem dès le 1er tour, ailleurs des alliances avec LO, et dans de nombreux endroits des primaires au 1er tour avec, dans nombre de localités, des triangulaires voire des quadrangulaires au deuxième tour. Un second tour qui, cette fois-ci, à de rares exceptions près, n'était pas arbitré par le Front National.

Les alliances à gauche se sont souvent effectuées dans la douleur, montrant la difficulté de réaliser l'union version 20ème siècle avec nos partenaires traditionnels. Les listes d'union ne relevaient plus, comme ce fut le cas au moins depuis 1971, d'une construction politique globale autour d'un projet partagé (Programme commun ou, dans un autre contexte, Gauche plurielle) mais d'alliances de circonstance, de nécessité, chacun sachant que ces listes seront, dans la prochaine période, traversées par les contradictions des enjeux européens et de la recomposition de la vie politique.

Qu'en est-il du résultat du Parti communiste ?

Pour analyser sérieusement nos résultats et les tendances que dégagent les scrutins des 9 et 16 mars, nous devons nous efforcer de dépasser le satisfecit d'avoir retrouvé, en rang d'importance, le troisième réseau d'élus. Nous devons nous attacher à analyser objectivement et partout, quelles que soient les configurations politiques dans lesquelles nous avons travaillé, les raisons de nos résultats. Ce qui a marché, l'efficacité des actes que nous avons produits, et aussi ce que nous n'avons pas fait et que nous aurions dû faire. Nous devons le faire en essayant de disséquer ce qui relève, tant dans les échecs que dans les victoires, des particularités locales et ce qui est commun à d'autres situations, de façon à cerner les tendances que le scrutin dessine pour en mesurer toutes les conséquences pour l'avenir.

Ainsi, pourquoi, alors que la gauche l'emporte largement sur la droite, le Parti communiste ne bénéficie-t-il pas de cette « poussée » ? Le PS gagne 164 cantons, le Parti communiste en perd 10, et, si nos scores à l'élection cantonale ne sont pas inintéressants, nous devons prendre en compte la quasi-absence de l'extrême gauche à cette élection. Concernant les municipales, pourquoi, pour la première fois dans des situations de conquêtes sur la droite, les dynamiques des seconds tours fonctionnent moins bien avec un communiste à la tête d'une liste d'union qu'avec un socialiste ? Certes, on me rétorquera que les situations ne se ressemblent pas, il y a des aspects particuliers, au Havre, à Sète, à Corbeil, à Nîmes... Je ne nie pas les particularités locales, d'autant que les campagnes n'ont pas été conduites à l'identique et, de surcroît, elles se sont déroulées dans des contextes forts différents. Cependant, l'addition d'aspects particuliers débouchant sur une analogie de résultats dégage, qu'on le veuille ou non, des tendances politiques. Car nous savons, les uns et les autres, qu'il n'en a pas toujours été ainsi. Il y a quelques années, les rassemblements de deuxième tour s'effectuaient dans d'aussi bonnes conditions avec un candidat communiste qu'avec un candidat socialiste. Force est de constater qu'il n'en va pas ainsi aujourd'hui.

De même, les « poussées » de la gauche profitaient, dans une moindre mesure certes, mais quand même aussi, aux communistes. Or, aujourd'hui, ces effets mécaniques ne se traduisent pas dans les scrutins.

Comment nos concitoyens nous perçoivent-ils ?

Le Parti communiste dispose d'une forte implantation locale, c'est ce qui explique les résultats de beaucoup de nos sortants au 1er tour, encore qu'à y regarder de plus près, c'est un peu moins vrai lorsque il y a une diversité d'offres politiques à gauche. Certes, le Parti socialiste a fait, par endroits, ce qu'il fallait pour nous prendre ou nous faire perdre des positions locales, mais plutôt que de nous enfermer dans le domaine du constat, nous devrions nous poser la question : comment cela a-t-il été rendu possible ? Les élus communistes, cela reste vrai, sont encore considérés par nos concitoyens comme des repères de solidarité, des hommes et des femmes sensibles à la détresse humaine, dévoués et intègres, ils méritent bien cette reconnaissance.

Cela suffit-il ? Cette marque actuelle, loin d'être négative, n'est pourtant pas « notre marque originelle de fabrique ». Elle est davantage devenue une éthique de qualité portée individuellement par des hommes et des femmes que celle d'une force politique nationale crédible pour agir et transformer le réel. Voilà notre problème ! Nous sommes toujours confrontés à cet handicap majeur que constitue la dégradation de l'image du communisme - à ce sujet reconnaissons que les évènements sanglants du Tibet, survenus à la veille du second tour ne font, malgré notre condamnation ferme et sans ambiguïté, qu'en rajouter - qui, conjugué à l'absence d'un projet réellement refondé, contribuent à ce que le communisme soit considéré comme une force du passé. Ces élections et leurs résultats ne lèvent pas les questions existentielles qui sont posées au Parti communiste, n'infirment en rien les conclusions de l'Assemblée extraordinaire de décembre qui a décidé de laisser toutes les options en débat.

Nous sommes confrontés, dans une élection particulière, qui n'est pas celle du printemps dernier, aux mêmes problématiques, aux mêmes tendances électorales. Les questions posées au communisme et à la gauche restent d'une actualité brûlante, d'où l'importance des choix qui seront effectués au 34ème congrès. Les lignes qui suivent ont été rédigées dans le courant du mois de février, les résultats des 9 et 16 mars ne me semblent pas de nature à bouleverser la structure du texte ci-dessous et, qui plus est, me semblent renforcer son sens. Je le livre tel quel, à la réflexion et au débat constructif.

Notre 34ème congrès sera celui de la dernière chance pour le Parti communiste. Soit les communistes se donneront les moyens de mener un débat libre, franc et rigoureux les mettant en capacité de défricher des voies nouvelles et, par-là même, de sortir leur parti de l'ornière dans laquelle il s'est enfoncé, soit le Parti communiste disparaîtra définitivement des consciences, donc de la vie politique, comme ont disparu la plupart des autres partis communistes.

Chacun sait que cette dernière hypothèse n'est pas du domaine de l'in vraisemblable.

La disparition du Parti communiste, sans que rien ne le remplace, laisserait le champ libre à la recomposition politique à droite, à la mise en place d'un système politique caractérisé par le bipartisme. Partout où existe un tel système, il n'y a plus d'espace pour les forces de la transformation sociale, elles sont irrémédiablement condamnées à une marginalité définitive.

Y aura-t-il demain un outil d'émancipation humaine ?

L'enjeu peut être résumé de la façon suivante : existera-t-il, oui ou non, demain un outil d'émancipation humaine sur lequel les exploités pourront compter ?

Un outil aussi performant que le fut le Parti communiste, dans une grande partie du 20ème siècle, en contribuant à la politisation de la société et, plus particulièrement, de la classe ouvrière jusqu'à permettre à un certain nombre d'entre eux d'accéder à des fonctions électives, dirigeantes et à se confronter d'égal à égal avec la bourgeoisie sur un terrain qui lui était jusqu'alors réservé, celui de la politique.

Un outil populaire et aussi efficace que le fut notre parti lorsqu'il contribua à écrire les plus belles pages démocratiques et sociales de notre histoire.

Les générations futures disposeront-elle demain d'un outil les rendant aptes à conquérir de nouvelles avancées sociales ? Allons-nous y contribuer ou allons-nous laisser l'espace vacant à gauche, pendant que le paysage politique se recompose à droite.

Ouvrons le débat

Le congrès devra répondre à cette question. Ce débat est d'ores et déjà ouvert, personne n'a le pouvoir de le refermer. Une grande diversité de cohérences, de questionnements et de réponses ont commencé à se dessiner dans les débats pluralistes organisés dans des fédérations durant la période de préparation de l'Assemblée générale des 7 et 8 décembre.

A présent les options sont repérables, enfin pour certaines, car tout n'est peut-être pas dit. Je limiterai mon propos aux options exprimées.

Pierre Blotin dans sa contribution intitulée « du pain sur la planche pour communisme 21 » invite à « passer à une autre phase : celle du débat contradictoire sur le contenu et les implications de chacune d'entre elle ».

Alors débattons, échangeons les arguments, essayons de produire du commun ! Il y a certes une grande diversité d'options, qui ne se réduit pas à un choix entre deux thèses. Il y a cependant une première question qui prédétermine la suite de nos débats : le Parti communiste a-t-il un avenir ? Peut-il espérer retrouver sa place dans la société ? Une « novation profonde » suffira-t-elle pour ambitionner à redevenir « Un grand parti moderne, populaire et rassembleur » pour reprendre une des formules de l'Assemblée extraordinaire ?

Pour qu'une telle affirmation soit crédible, il faut préciser de quelle novation il s'agit ? Car, qu'avons-nous fait d'autre ces 30 dernières années ? Du 22ème congrès (1976) à la Mutation, (1994-2000), le Parti communiste a évolué en interne. Il a modifié son fonctionnement, ébauché un travail théorique sur la conception de la transformation sociale, revu son programme, revisité la visée communiste à plusieurs congrès. Certes, il y a eu souvent des hésitations, parfois même

des blocages, voire des erreurs. Mais globalement, nul ne peut dire que le Parti d'aujourd'hui est comparable, dans son fonctionnement, à celui des années 70.

Sur le plan stratégique, depuis la fin du Programme commun, nous avons expérimenté le « nouveau rassemblement populaire majoritaire » 25ème congrès (1985), « le pacte unitaire pour le progrès » (1994), la « gauche plurielle » (1997), « le rassemblement antilibéral » (2003)

Et, pourtant rien n'a enrayé notre déclin électoral, ni même notre difficulté à être au cœur de la société, et non pas aux marges. N'est-il pas temps de s'interroger sur le cadre dans lequel ces évolutions se sont effectuées, pourquoi elles n'ont pas réussi ? N'est-il pas temps de se poser franchement la question, de savoir si la matrice bolchevique, dont nous sommes issus et qui a favorisé la forme prise par le communisme au 20ème siècle, n'est pas arrivée en réalité, au terme de son développement, de sa « force propulsive » ? Si la réponse à cette question est « oui », « une profonde novation » ne suffira pas à nous remettre au centre de la vie politique.

PCF, la double filiation, oui mais...

Nous l'avons souvent écrit, le Parti communiste est issu d'une double filiation. Il a été pendant longtemps une section de l'Internationale communiste qui en a respecté la doctrine et qui a été absorbé, comme tous les autres partis du mouvement communiste international, par le phénomène du stalinisme, mais il est aussi un parti politique français inséré dans la société française, qui plonge ses racines dans les traditions démocratiques et révolutionnaires de notre peuple. Un parti qui sait faire preuve d'originalité, particulièrement dans les années 30 avec la stratégie unitaire qui aboutira au Front populaire. Parfois il a l'audace de chercher les moyens de s'émanciper du modèle soviétique, ainsi en est-il des réflexions de M.Thorez sur la voie française au socialisme (entretien au « Times » 1946)¹. Mais le Parti français reste prisonnier de ses origines, captif d'une culture, d'une conception de la révolution.

Le socialisme et le marxisme sont élevés au rang de doctrine scientifique. Une vision mécanique de l'évolution des sociétés humaines conduit à une fatalité de l'histoire. C'est dans nos écoles du parti en France que nous apprenions la théorie des 5 stades de l'évolution des sociétés². De ce point de vue, Fukuyama n'est pas l'inventeur de la fin de l'histoire.

Les conceptions dogmatiques, ce sont les lois générales du passage au socialisme : propriété collective des grands moyens de production et d'échange, exercice du pouvoir politique par la classe ouvrière et ses alliés, dictature du prolétariat, nécessité d'un parti marxiste léniniste qui soit réellement l'avant garde révolutionnaire de la classe ouvrière³(3). La révolution est régie par des lois et les lois ne se transgressent pas, surtout si elles sont marquées du sceau de la « science ». La révolution ne pouvait être pensée que par le haut, la conscience ne pouvait être amenée que de l'extérieur « L'idéologie dominante est celle de la classe dominante » écrivait Marx.

Comment alors concevoir une majorité avant la conquête du pouvoir ? Seules la révolution et la dictature du prolétariat pouvaient résoudre l'équation. Il fallait donc un outil d'avant garde conçu comme le sel de la terre « Le Parti est composé des meilleurs éléments de la classe ouvrière et du peuple »⁴. Nous avons cultivé une conception étriquée du communisme, qui a pris à contre-pied le Manifeste de 1848 : «Le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous » s'est transformé en son contraire : l'affranchissement de la masse devient la condition de l'affranchissement de l'individu. La conséquence de ce mécanisme transformera de fait la promesse humaniste de Marx en un « anti-humanisme. »

Le communisme n'est plus le « mouvement réel qui abolit l'ordre actuel des choses » (dans un mouvement sans cesse renouvelé), il est la fin de l'histoire, l'idéal sur lequel la société doit se régler. Le rêve du communisme ainsi conçu devenant vite inaccessible, il devient évident qu'une étape transitoire s'impose : le « socialisme ». Et ce socialisme ne pouvait être imaginé pour l'ensemble du mouvement communiste autrement qu'en adhérant aux principes sur lesquels il se construisait en Union Soviétique.

C'est parce que nous savions au fond de nous que tout cela ne pouvait être adapté à notre pays, que le Parti communiste français n'a jamais fait du socialisme l'objet principal de son

¹Maurice Thorez dans une déclaration donnée au journal anglais, disait : « Les progrès de la démocratie à travers le monde, en dépit de rares exceptions qui confirment la règle, permettent d'envisager pour la marche au socialisme d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes. »

²Staline affirme que l'Humanité passe obligatoirement par cinq stades : communisme primitif, esclavage antique, féodalisme, capitalisme, socialisme (Joseph Staline : Matérialisme dialectique et matérialisme historique, Ed. sociale, 1959)

³Principes réaffirmés par la déclaration des Partis communiste et ouvrier de 1960, publiés dans le Manifeste de Champigny 1968.

⁴Introduction de la partie sur le PCF dans la brochure « école élémentaire du parti communiste français » édité en novembre 1972.

combat. Il faut attendre, au début des années 70, la parution du livre de Georges Marchais en 1973 « le défi démocratique » et particulièrement le 22ème congrès en 1976 pour que s'engage une réflexion sur le socialisme à la Française. Dans notre histoire, le socialisme était un idéal qui vivait, en toile de fond, dans nos discours et nos textes de congrès. La contrainte des événements a toujours conduit le Parti communiste français à se donner d'autres objectifs, à se fixer, à son tour, des étapes pour parvenir au socialisme : le Front Populaire, le Programme du Conseil National de la Résistance ou encore le Programme commun, considéré comme une « démocratie avancée pour une France socialiste »

Et le communisme dans tout cela ?

Quel militant n'a jamais été confronté dans les années 70, lorsque le Parti socialiste, engagé sur le Programme commun paré de toutes les vertus de gauche, revenait sur le devant de la scène, à cette ambiguïté dans des discussions avec des personnes moins averties : « Vous êtes communiste, et pourquoi appelez-vous la société que vous voulez, le socialisme ? » Imparable raisonnement.

La réalité est que le Parti communiste français ne s'est jamais penché sur la question du communisme. Pourtant Marx n'a jamais écrit sur le socialisme, il parle du communisme en faisant la distinction dans sa « Critique du programme de Gotha » entre phase inférieure et phase supérieure de la société communiste. Lénine reprend les mêmes termes dans « L'Etat et la révolution ». Il est d'ailleurs significatif que le Parti communiste français n'ait quasiment pas utilisé le mot « communisme » dans une résolution de congrès avant 1994⁵. Au point que depuis, cette question est inscrite dans tous les ordres du jour de nos congrès sous forme interrogative qui en dit long sur notre désarroi « Qu'est-ce que le communisme ? » ou encore « Quelle conception avons-nous du communisme ? ». Et nous ne pouvons que constater de profondes divergences entre nous sur cette question pourtant fondamentale.

Les occasions manqués

L'histoire de notre parti est une succession d'occasions manquées, ce qui ne gomme pas l'apport communiste à toutes les avancées démocratiques et sociales, du Front populaire à la Résistance, de la reconstruction nationale à la lutte contre les guerres coloniales. Le Parti communiste, conçu pour faire la révolution dans l'opposition au réformisme, a été le parti qui sans jamais faire la révolution aura le plus contribué à imposer de profondes réformes à la société.

Au point que, de façon assez lapidaire, on peut dire que nous avons contribué à produire - sans que les militants en aient toujours pleinement conscience - au moins autant de communisme en France que ne l'ont fait les partis des pays du « socialisme réel ».

Depuis le début des années 60, le Parti communiste est en difficulté. Il ne trouve plus sa place dans les combats émancipateurs. D'élection en élection il enregistre les déboires d'abord par une lente érosion de sa base électorale, puis des décrochages plus importants ces 25 dernières années, pour en arriver au 1,9% de la dernière Présidentielle.

Nous avons souvent écrit sur les « retards », ceux de 56, sans vraiment en tirer toutes les conséquences, sans en percevoir les répercussions importantes sur nos avancées théoriques et politiques, sur notre démarche globale, nos hésitations à rompre avec le modèle soviétique, la tardive condamnation sans appel du stalinisme, ce n'est qu'en 1975 que nous avons défini le stalinisme comme un ensemble « de conceptions et de pratiques totalement étrangères à notre idéal et à notre politique ». Soit 19 ans après le rapport de N. Khrouchtchev au 20ème congrès du PCUS, rapport dont nous avons d'abord nié l'authenticité et que nous avons publié dans son intégralité seulement au début des années 80.

Ce fut un choix de direction, qui nous a coûté cher, personne ne pourra dire que la responsabilité de notre silence incombe aux Soviétiques. Le Parti communiste français était, aux yeux de nos concitoyens- quoi que nous puissions dire - inféodé à Moscou. Dans la même période, les retards que nous avons pris à analyser les évolutions de la société française, les bouleversements qui s'opéraient dans tous les domaines : production, consommation, éducation, conditions de vie, développement du salariat, féminisation du travail, urbanisation... alors que le PCF campait sur une ligne politique de paupérisation⁶.

⁵ Intéressant développement sur ce sujet dans le livre de Lucien Sève « Commencer par les fins, la nouvelle question communiste » La Dispute 1999.

⁶ 14ème congrès du PCF, congrès du Havre 1956.

Tout cela contribua à nous déconnecter de la société. Retard encore pour percevoir, les effets pervers de la mise en place des institutions de la 5^{ème} République avec son mécanisme présidentiel et sa tendance à bipolariser la vie politique. Tant et si bien que lorsque la société appelle à de grands changements – « 68, le premier grand affrontement entre la masse des travailleurs et le pouvoir des monopoles » - le Parti communiste français n'a plus les réponses adaptées. Il regarde avec défiance et frilosité les mouvements de la jeunesse et les nouveaux mouvements sociaux : féminisme et écologie.

Les années 70 et 80 sont deux décennies de long travail pour s'extraire du modèle soviétique. Les avancées théoriques et politiques sont importantes, relance de la réflexion après les événements de 68, sur la voie pacifique pour passer au socialisme, abandon de la notion de dictature du prolétariat et socialisme aux couleurs de la France en 1976. Le chantier est ouvert mais il n'est finalement jamais conduit jusqu'au bout, on avance par touches successives : abandon de la conception du parti guide, du marxisme léninisme, mais pas question de toucher au centralisme démocratique (règle de vie inscrite dans les 21 conditions d'admission à l'Internationale communiste).

Pour ce dernier abandon il faudra attendre 1994. Même si ce dernier principe s'est assoupli au fil des années jusqu'à reconnaître la nécessité de « travailler ensemble » en 1985. Mais qu'avons-nous reconstruit, quels repères nouveaux ? Nous abandonnons, mais nous ne dépassons pas. Sans compter qu'il est plus facile d'abroger un concept dans un texte de congrès, que de changer une culture. On n'abroge pas une culture d'autant qu'elle détermine souvent des pratiques. Nous n'avons pas pris toute la dimension que sous-tendaient ces abandons.

Ils ont davantage été perçus comme des effets d'images, de nouveau looks, que comme des ruptures appelant des novations profondes qu'il aurait été nécessaire et possible alors d'enclencher. Cela s'avère tout aussi vrai, quelques années plus tard, pour la Mutation. Sur le plan stratégique, nous avons analysé les causes de l'échec du programme commun, mais à quelle nouvelle construction politique nous sommes-nous attelés ?

Les contradictions auxquelles nous avons dû faire face lors de notre participation gouvernementale en 1997 ont témoigné de nos difficultés à faire de l'inédit. Je n'ai, pour ma part, jamais pensé que notre score calamiteux à la Présidentielle de 2002, était dû essentiellement à notre participation gouvernementale. Les causes sont plus profondes, elles partent de plus loin. C'est d'ailleurs pour cette raison que j'ai été signataire dans cette période de l'appel aux « Etats généraux du communisme ».

Le PCF est-il réformable ?

Tout cela pose une question : le Parti communiste peut-il aujourd'hui se réformer ? Existe-t-il un seul Parti communiste issu de la matrice de la 3^{ème} Internationale qui ait réussi à se réformer ? Comment alors penser qu'une « novation profonde » suffira à enrayer le déclin du communisme français ? Si le Parti communiste fait le choix de la « rénovation » dans la continuité, il n'enrayera pas son déclin.

Je suis aujourd'hui convaincu que, si on veut continuer à faire vivre le combat pour l'émancipation humaine, il faut avoir l'audace de se poser la question d'une nouvelle organisation qui rompe avec la matrice initiale.

Pour être clair, cette nouvelle organisation, pour moi, ce n'est pas un mouvement, c'est un parti. Elle n'entraîne pas la disparition immédiate du Parti communiste français, car rien ne naît du néant et quelle que soit la variante retenue, l'aboutissement se fera au terme d'un processus qui peut, dans le contexte actuel, s'avérer fort long.

Donc, il ne s'agit pas de « saborder » le Parti communiste, d'autant que pour l'instant, nous sommes dans une situation de chaos, de vide sidéral à gauche. Le peuple ne dispose d'aucun autre outil. Certes, mais ce constat suffit-il à relever les défis qui sont devant nous ?

Rester immobile ou apporter quelques novations à la marge, c'est laisser le Parti en l'état, ce qui équivaut à une disparition assurée, programmée. Tout ce qui s'apparente au conservatisme s'inscrit de fait dans la liquidation.

De la même façon que « les idées deviennent des forces matérielles lorsqu'elles s'emparent des masses », un parti s'éteint lorsqu'il disparaît de la conscience des individus.

La question est de savoir si nous aurons, oui ou non, l'audace de défricher des voies nouvelles, comme l'ont eue nos lointains aînés en 1920. Les socialistes, qui à Tours ont adhéré à l'Internationale communiste, étaient aussi fortement attachés à leur parti, tant sa construction leur avait coûté, que nous sommes attachés aujourd'hui au nôtre. Certes, on me rétorquera que le contexte actuel, tant national qu'international, n'est en rien comparable. Cela est vrai. Et on

pourrait ajouter qu'il existe peu d'éléments dans le paysage politique susceptibles de donner du crédit à la perspective d'une force nouvelle. Mais la question peut être posée en d'autres termes : ces conditions peuvent-elles être créées sans que le Parti communiste en soit partie prenante, l'initiateur dynamique ? A partir du moment où l'on pense qu'une novation ou une rénovation ne suffira pas à un nouveau départ, un autre débat s'engage : Que faire ? Comment répondre aux attentes politiques ?

Quel projet gauche et quelle(s) force(s) pour le porter ?

Les réformes engagées par N.Sarkozy interviennent dans une période de régression idéologique sans précédent qui touche la gauche dans son ensemble et, par voie de conséquences, les forces vives de notre pays n'ont jamais été aussi désarmées. Nous devons faire face à deux problèmes : le projet de transformation et la force politique pour le porter. Ne sous-estimons pas tout ce qu'ont pu générer dans les consciences les échecs successifs de la transformation de la société au 20ème siècle : échec de la social-démocratie, échec du soviétisme.

Dans les années 70, l'idée de changer la société, voire de société, avait un sens et les débats allaient bon train sur le sujet. Aujourd'hui, le doute s'installe sur la possibilité de sortir du capitalisme financier et mondialisé, d'autant que la gauche - l'élection présidentielle l'a montré - est en panne de projet.

Tout cela conforte la tendance à renoncer à l'alternative pour se contenter de l'alternance. Deuxième problème : les forces de la radicalité que le PCF structurait dans les années 70, sont aujourd'hui éclatées et divisées. Cette situation est lourde de conséquences, elle peut conduire à terme à ce que ne subsiste à gauche que le choix entre l'adaptation et la contestation à savoir : le leurre de l'humanisation du système capitaliste et celui de la contestation vouée à l'impuissance car condamnée à ne jamais parvenir à des rassemblements majoritaires.

Refondation du communisme : indispensable et insuffisant

Les signataires du texte « Communisme 21 » soumettent au débat l'idée d'un autre Parti. Un Parti à référence communiste « non pas la référence au communisme mort au XX^e siècle mais le communisme à faire vivre au quotidien au XXI^e siècle ». Si je partage globalement les analyses de ce document, quant aux évolutions du capitalisme, les causes conduisant à l'effondrement de l'Union Soviétique, les défis majeurs et mondiaux auxquels l'Humanité est confrontée, les nouvelles conditions dans lesquelles se déroule l'affrontement entre le capitalisme et les peuples ou encore sur la nécessité de rompre avec la matrice bolchevique conceptualisée après 1917, la conclusion du document appelant à créer un nouveau Parti communiste, mérite réflexion.

La réussite de cet objectif ne me semble pas plus aisée que l'option de la nouvelle force politique défendue par les communistes unitaires. Le texte de Pierre Blotin a le mérite d'être plus précis sur l'objectif et la méthode préconisée que ne l'est le document de « communisme 21. »

Je me permets de résumer l'objectif et la démarche proposée par Pierre Blotin en prenant le risque d'être schématique : le 34ème congrès du PCF décide d'engager un processus débouchant sur la construction d'un nouveau Parti qui assume sa référence au communisme. Ce processus vise à une construction commune édifée à égalité de droit et de devoir, avec les hommes et les femmes qui constituent la force communiste. Ils élaborent ensemble un projet et un calendrier pour créer ce nouveau parti, dont le nom et les modalités de fonctionnement seront soumis lors d'un congrès fondateur.

Les refondateurs proposaient une construction à peu près similaire à la fin des années 90 « La nouvelle maison commune »⁷.

La proposition était la suivante : un dépassement décidé par les membres actuels du PCF et débattu, à égalité de responsabilité, par des dizaines de milliers d'autres, afin de créer le nouveau parti communiste. Une refonte qui aurait associé quatre groupes, « les adhérents du Parti », « les anciens membres » « les organisations communistes existantes notamment d'obédience Trotskiste » l'auteur soulignait que ce 3ème groupe ne serait pas le plus commode à agréger du fait des « murailles » et des rancœurs que l'histoire a produit.

Un quatrième groupe, « les communistes potentiels, celles et ceux qui n'appartenant pas au PCF, ont quelque chose à voir avec le communisme », enfin suivait un développement intéressant sur « une autre conception de l'organisation » visant à casser le centralisme et la forme d'organisation pyramidale pour lui substituer le travail collectif, la mise en réseau des

⁷Lire « Le communisme autrement » chapitre 8, une formation politique à imaginer Roger Martelli Syllepse 1998

adhérents. Un parti d'individus communistes s'inscrivant dans la « continuité d'une visée et d'un esprit critique radical, et dans la rupture des cultures et des formes d'organisation ». Sauf que nous ne sommes plus dans les années 90. Nous avons loupé la période de la Mutation, gâché les espoirs du Congrès de Martigues, faute d'avoir eu la volonté de pousser la démarche jusqu'au bout et sur le fond.

Nous avons tous vécu les « reculades » sur le Nouveau Parti Communiste, conçu comme une création exclusivement pensée de l'intérieur avec l'ajout de quelques personnalités extérieures. Aujourd'hui, l'affaiblissement du Parti communiste est tel qu'il ne nous permet plus de peser sur la vie politique. Nous n'avons plus le même niveau électoral qu'à la fin des années 90 et début des années 2000 (entre 9 et 10% dans les scrutins nationaux). Le bipartisme n'était pas complètement installé, le syndrome du 21 avril 2002 n'avait pas encore eu lieu. Poser la question du Parti communiste même refondé dans un cadre nouveau, avec une forme de vie séparée, ne résout pas aujourd'hui la question de la perspective politique.

Je trouve d'ailleurs très réservée la partie du texte traitant de la gauche et de la stratégie politique.

Pourtant, comment sortir du piège dévastateur qui prend notre peuple dans un effet de ciseau : gauche d'adaptation majoritaire d'un côté et gauche exclusivement cantonnée dans la contestation de l'autre. Comment tout à la fois, faire vivre du communisme - car, pour moi, il ne s'agit pas de renoncer à faire vivre un communisme d'un nouvel âge, du 21ème siècle - et construire la force politique d'émancipation humaine à vocation majoritaire ? Une formation communiste séparée peut-elle raisonnablement, dans la situation actuelle, avoir l'ambition d'agrèger suffisamment de forces pour être majoritaire ? Si elle ne prétend pas à ce rôle majoritaire, alors les questions de rassemblement, de construction politique, d'alliances électorales se posent et leur nature doit être précisée.

La question de la nouvelle force à gauche

L'ambition d'un nouveau Parti communiste, « parti de la rupture et de la fidélité », est une belle ambition, que je partage car, encore une fois, une organisation communiste qui ne soit pas la reproduction de l'existant est absolument nécessaire. Mais cela sera-t-il suffisant pour faire front à la droite, rassembler des majorités ? A mon avis, c'est non.

C'est la raison qui fonde les autres pistes de recherches et notamment l'hypothèse de la nouvelle force politique pour laquelle, en l'état du débat actuel, se dessinent de nombreuses variantes. Un parti de gauche dont le contour peut aller des socialistes à l'extrême gauche, associant : forces politiques, associatives, des syndicalistes et des citoyens. Il est trop tôt pour dire avec précision ce que sera la forme organisationnelle de cette nouvelle force, Confédération dans un premier temps, force unifiée ensuite ?

La vie, ce que nous serons en capacité de faire, en sachant que tout ne dépend pas exclusivement de nous, dessineront au fil du processus « la nouvelle force. » Mais ma conviction est que dans cette nouvelle organisation, le communisme doit vivre en tant que tel.

Dans l'hypothèse d'une Confédération cela va de soi, dans celle d'un parti unifié, le communisme doit être structuré et organisé à l'intérieur du nouveau parti. Donc pas de dilution. Je sais que des camarades défendent l'idée d'une nouvelle force politique qui ne fasse pas de l'existence du communisme organisé un préalable, je ne considère pas comme mineure cette différence entre nous, mais bien évidemment elle se discute.

Il y a aussi cette question, à savoir si les membres du Parti communiste seraient prêts à accepter les compromis qu'engendrerait une telle création ? Ne recommençons pas à présupposer ce que pourraient penser les communistes. Ce sont ces préjugés qui, bien souvent, ont paralysé notre réflexion et dernièrement participé à l'échec du rassemblement antilibéral. Alors oui optons « pour un congrès « adulte ». Misons sur l'intelligence politique des communistes dans un débat où chacun soit en possession de tous les éléments.

Mon expérience de secrétaire fédéral me conduit à penser que de nombreux communistes refusent de voir leur parti dépérir et souhaitent le retour à l'initiative pour redonner un sens utile à leurs engagements. Parce que ce sont des communistes attachés à leur parti, mais aussi des hommes et des femmes confrontés aux difficultés de la vie et qui ont envie de contribuer à des changements, pour eux, leur famille.

Quel projet pour l'émancipation humaine ?

La question de l'organisation politique est inséparable du projet. Qu'entendons-nous par projet d'émancipation humaine ? Ce point mérite d'être éclairci.

Entendons-nous par projet d'émancipation, le projet du Parti communiste français ? Si tel est le cas, cela mérite discussion. Pouvons-nous penser un seul instant que le Parti communiste, même refondé, apportera seul les réponses satisfaisantes aux enjeux qui aujourd'hui sont souvent d'ampleur planétaire ?

Je n'imagine pas qu'il soit en situation de le faire, ni en interne ni dans un rapport exclusif parti et citoyens. Pour qu'émerge enfin un projet d'émancipation humaine, nous devons prendre toute la mesure du chantier à défricher, de l'épaisseur des questions à travailler. Ce travail ne peut être conduit qu'avec toutes les sensibilités et les forces qui s'engagent sincèrement dans la transformation progressiste de la société. Alors ce ne sera pas du compromis mais une élaboration commune pour un projet partagé, une élaboration qui ne pourra se passer de l'apport du communisme.

Un travail commun où les différentes forces impliquées seraient amenées à s'éprouver, dans ce cadre à l'intérieur du rassemblement - et non pas à l'extérieur - le courant communiste pourrait prouver son utilité, le militantisme communiste son efficacité.

En l'état de ma réflexion, je pense que cette option est la seule qui soit en mesure de faire vivre du communisme et de l'efficacité politique. Il s'agit bien de constituer une force politique, sans gommer les diversités. Elle ne portera le nom d'aucune des formations qui la composent. Mais pour vivre, générer des dynamiques, elle aura besoin de tous ces courants de pensées et particulièrement de la sensibilité communiste.

Le processus sera long, certainement difficile. Il nécessitera de nombreuses évaluations, des correctifs, rien ne se fera en un jour de même qu'il est impossible de tout anticiper. Une chose me semble sûre : cette construction sera commune ou ne sera pas. Pour être viable, elle ne peut pas se réaliser autour d'un parti existant quel qu'il soit. C'est la raison pour laquelle je pense que le « parti anticapitaliste » de Besancenot ne peut viser d'autre ambition que celle d'une LCR élargie.

S'agit-il pour autant de reproduire ce qui a échoué ?

L'échec du rassemblement anti-libéral à Saint-Ouen invalide-t-il la nécessité de travailler au rassemblement d'une gauche de contestation et de propositions ? N'y a-t-il pas du monde disponible pour conjurer l'enlèvement social-libéral de la gauche ? Les socialistes ont-ils tous envie de voir leur parti banaliser les alliances électorales et les rapprochements politiques avec le MoDEM ? Les Verts, les militants d'extrême gauche, les hommes et les femmes, syndicalistes, associatifs qui ont participé sincèrement au mouvement des collectifs anti-libéraux n'aspirent-ils pas à une autre gauche ?

L'exemple allemand montre que, lorsque les forces de la radicalité travaillent ensemble, le social-libéralisme peut être bousculé.

De plus en plus de communistes s'aperçoivent que leur parti ne peut rester plus longtemps isolé, à moins de devenir un supplétif du Parti socialiste à l'instar du Parti Radical qui, lui aussi, fut un grand parti et qui aujourd'hui, malgré son réseau d'élus, n'existe plus dans les consciences.

Retour sur la Présidentielle et sur le « choc » de Saint-Ouen

Un an après la campagne référendaire et la victoire du NON de gauche, la dynamique unitaire qui a conduit à cette formidable « insurrection démocratique », la victoire sur le CPE un peu plus tard, le « choc » de Saint-Ouen était-il fatal ?

Je persiste à penser qu'une candidature unitaire représentative du rassemblement aurait été plus apte à bousculer le paysage politique, et les résultats que nous avons obtenus en faisant « cavalier seul » ne sont pas de nature à infléchir mon opinion. Nous n'y sommes pas parvenus.

Le Parti communiste a une responsabilité dans l'échec, celle de n'avoir jamais préconisé une autre candidature que celle de Marie-George Buffet. Autrement dit le rassemblement oui, mais il n'était conçu qu'autour du parti. De fait Marie-George n'a jamais été la candidate des collectifs unitaires, celles et ceux qui l'avaient choisie en décembre 2006, lors des votes dans les collectifs pour représenter la diversité du rassemblement l'ont fait dans le cadre unitaire qui existait alors. Ces hommes et ces femmes étaient, avant tout, attachés à l'unité du mouvement.

Lorsque la configuration unitaire a cessé d'exister, pour beaucoup l'aventure était finie, pendant que d'autres tentaient de la poursuivre avec José Bové. A partir de là, notre résultat à l'élection présidentielle était prévisible. J. Bové et Marie-George Buffet se réclamaient du même cadre

politique, le rassemblement antilibéral, et à une virgule près, du même programme, pendant que Besancenot se frayait son chemin dans l'espace de la radicalité.

Ce qui m'a conduit, lors d'un comité exécutif du parti de février 2007, à intervenir en ces termes « ...Il ne suffit pas de dire que l'espace politique existe objectivement pour que se rassemblent celles et ceux qui veulent une politique de changement...Les attentes et les inquiétudes sont grandes, des hommes et des femmes sont à la recherche d'une offre politique efficace qui leur permette de peser, de compter dans cette élection. La trouveront-ils dans la candidature de la gauche populaire et antilibérale ? Peut-on espérer qu'un tel espace puisse être occupé pleinement par le seul Parti communiste ? Que nous puissions engranger un rassemblement suffisamment large, pour enrayer l'hégémonie du social libéralisme dans la gauche française et faire vivre l'espoir d'une nouvelle voie à gauche ?..

Nul ne peut raisonnablement y croire. A moins de penser que le rassemblement autour du parti est toujours d'actualité et de faire abstraction des analyses que nous avons produites ces dernières années sur la crise du communisme, de la politique. Ou encore de caresser l'espoir de peser, d'influer sur le parti socialiste afin de le tirer davantage à gauche. »

Mais sommes-nous les seuls responsables de l'échec ? Non ! Il serait erroné de le prétendre. Pourquoi les collectifs, toutes sensibilités confondues, tout en se réclamant d'une 6ème République et de l'anti-présidentialisme, ont-ils focalisé tous les débats sur le nom du présidentiable ?

Pourquoi dans nos rapports avons-nous retrouvé la prédominance des cultures politiques héritières du 20ème siècle ?

Cette culture de rapport de forces a marqué toutes les organisations ouvrières et révolutionnaires de ces derniers siècles, elle n'est pas, sous bien des aspects, particulière au PCF.

Pourquoi les collectifs, tout en engageant un début d'une dynamique incontestable, n'ont-ils pas réussi à gagner une dimension plus populaire ? Pourquoi n'ont-ils pas réussi à gagner une plus grande diversité, une mixité culturelle, en agrégeant les formes nouvelles de la contestation sociale ?

Je pense aussi à la jeunesse investie dans la lutte anti-CPE ? C'est peut-être cette absence de mixité culturelle qui constitue le handicap pour prospecter de nouvelles voies dans les pratiques politiques.

Faire de la politique autrement ne se décrète pas. Il faudra construire une nouvelle culture qui ne pourra se passer de l'apport des générations nouvelles. Malgré les obstacles à surmonter, les échecs subis en 2006, je considère ce rassemblement possible, à condition que la volonté politique de le construire se manifeste, et en premier lieu, chez les communistes. Ce qui suppose de travailler aux convergences nécessaires, de ne pas reproduire les mêmes travers qu'en 2006, d'abord que les intérêts partisans ne priment pas sur l'intérêt général - nous l'avons payé chèrement en 2007 - et c'est surtout notre peuple qui en supporte aujourd'hui le coût le plus élevé.

Un autre choix nous est proposé, celui de « révolutionner la gauche ... de prendre une grande initiative politique pour appeler à des fronts citoyens et populaires, porteurs de grandes réformes »⁸. De quoi s'agit-il ?

Cette idée ayant été formulée dans des réunions de Conseil national, je la comprends comme des rassemblements à géométries variables en fonction des sujets dans un rapport, que l'on peut imaginer, exclusif Parti communiste / citoyens, puisque je note que rien n'est dit sur nos rapports avec les forces politiques.

Je crains que ce type de rassemblement engendre des alliances électorales à la carte en fonction de la nature des élections, qu'il ne soit pas, au bout du compte, repérable sur le plan politique, et sans efficacité pour relever les deux défis que je souligne dans ce texte.

Congrès de 2008, les communistes devront effectuer des choix clairs.

Je suis convaincu qu'aucun nouvel élan, aucune construction nouvelle ne verra le jour sans que les communistes ne le décident souverainement.

C'est la raison pour laquelle je pense que le congrès de 2008 ne sera pas un congrès fondateur, mais un congrès de décisions. Les communistes auront des choix clairs à effectuer, il faut donc créer les meilleures conditions pour que chacun et chacune puissent se prononcer. Pour cela il faut le débat sur l'ensemble des hypothèses ouvertes concernant le parti et la stratégie.

⁸Allocution de clôture, Marie-George Buffet Assemblée générale extraordinaire le 9 décembre 07

Expérimenter pour être en capacité de choisir

Il faut aussi l'expérimentation. Comment est-il possible de conceptualiser sans expérimenter ? A moins de nous contenter de répéter les formules rituelles à l'approche de chaque congrès du genre : « nous voulons un congrès ouvert sur la vie » pendant que les communistes discutent en vase clos.

Expérimenter ce n'est pas déposséder les communistes, prendre des décisions sans eux, c'est vérifier la faisabilité des choix, c'est aider à en mesurer les conséquences, c'est s'instruire du point de vue de la pratique.

C'est au terme d'un débat ouvert avec les citoyens, les forces désireuses de s'inscrire dans l'alternative, que les communistes pourront en toute connaissance de cause, en ayant toutes les cartes en mains, prendre lors de leur congrès la résolution de s'engager dans tel ou tel processus, dont l'aboutissement pourra donner lieu, si les conditions en sont réunies, à un autre congrès qui lui sera fondateur.

Pour ce qui me concerne, je souhaite que nous débattions et que nous expérimentions, dans le même mouvement, sur la refondation du communisme et la refondation de la gauche. Les deux questions, je pense l'avoir démontré, me semblent indissociables.